

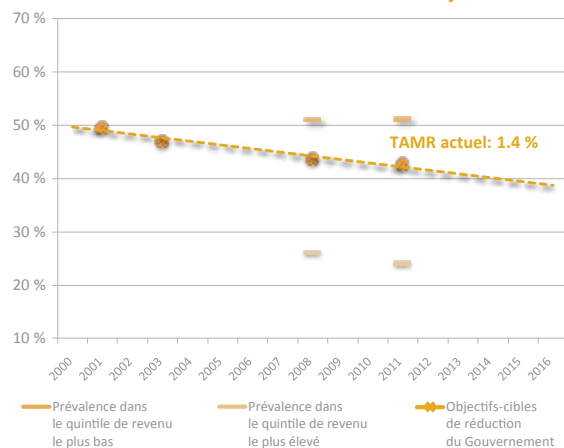
Mozambique



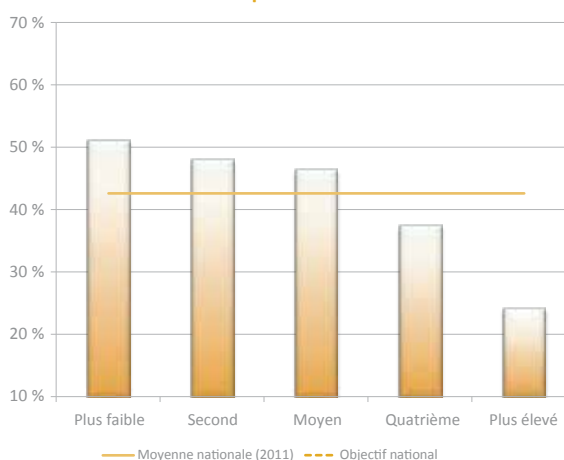
Date d'adhésion : août 2011

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	24
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	4,2
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	1,30
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	1,00
Taux de croissance de la population (2010)	2,63 %
Indicateurs (EDS 2011) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	16,0 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	42,8 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	43,1 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	6,1 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	7,9 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	13,0 %
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	30,1 %
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	-
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	50,6 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	20,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	45,6 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	40,2 %
Taux d'emploi féminin	80,7 %
Âge médian au premier mariage	18,6
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	54,3 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	-
Taux de fécondité	5,6
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	30,21 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	5,23 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	2.054,6
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	15,58 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	0,5
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	23,8 %
Défécation en plein air	39,4 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	52,5 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	2,9 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	15,5 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	593,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,74
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,53

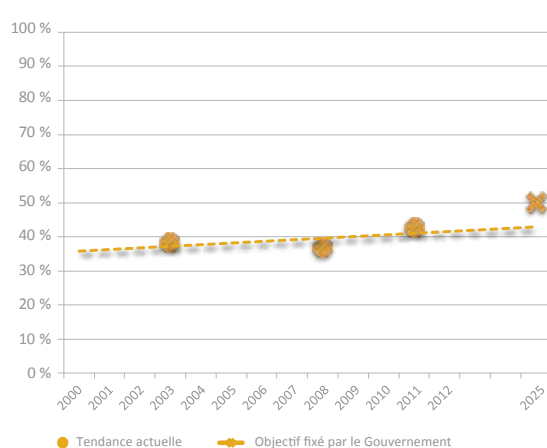
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



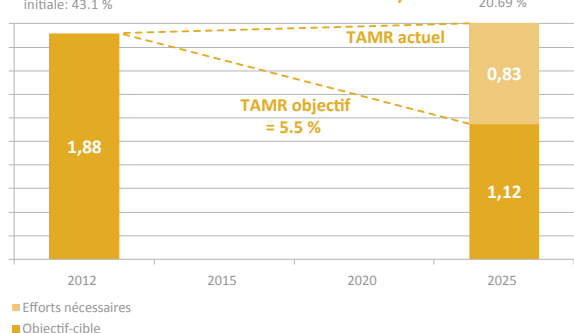
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Président du Mozambique est un membre du Groupe principal SUN. Le Mozambique n'a pas désigné un organisme de coordination de haut niveau pour la nutrition, mais le Point focal SUN du Gouvernement coordonne le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition - SETSAN.

Le Point focal du Gouvernement rend également compte au Conseil des ministres deux fois par an sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action national multisectoriel pour la réduction de la malnutrition chronique (PAMRDC) 2011 - 2015. Le plan comprend des recommandations concrètes qui doivent être mises en œuvre par les secteurs concernés.

Le SETSAN, l'organe de coordination pour la nutrition dans le cadre du ministère de l'Agriculture, joue un rôle technique et facilite les réunions mensuelles du Groupe technique du plan d'action multisectoriel de réduction de la malnutrition chronique (GT-PAMRDC). Le GT-PAMRDC comprend des représentants de neuf ministères (santé, agriculture, femmes et action sociale, éducation, travaux publics, industrie et commerce, planification, finances, jeunesse), les agences des Nations Unies, les donateurs et la société civile. Les discussions sont en cours pour inclure le secteur privé dans le groupe. Le SETSAN a officiellement lancé le Mouvement SUN en août 2013 avec huit techniciens. Sa capacité a augmenté avec le soutien de 26 techniciens.

L'initiative REACH de l'ONU favorise la coordination entre les agences des Nations Unies. Le Forum des partenaires de la nutrition, organisé par les animateurs de donateurs - UNICEF et DANIDA - assure la coordination des interventions des donateurs. L'Alliance de la société civile, organisée par l'association pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ANSA) était créée en décembre 2013.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le plan d'action multisectoriel pour la réduction de la malnutrition chronique (PAMRDC) qui sert de cadre commun de résultats du pays était approuvé par le Conseil des ministres en 2010 et est décentralisé avec quatre plans provinciaux approuvés jusqu'ici. Il met l'accent sur les adolescents, les enfants de moins de deux ans et les femmes enceintes, avec des interventions spécifiques à la nutrition ainsi que celles qui y contribuent. Il était révisé en août 2013 dans le but d'affiner les indicateurs et les objectifs réalistes pour permettre de mesurer la contribution de chaque secteur à la nutrition et de s'assurer que les interventions nutritionnelles ont été incluses dans les plans sociaux et économiques mis en œuvre par les différents secteurs. L'identification des interventions prioritaires en fonction des indicateurs prioritaires est en cours. La cartographie des interventions nutritionnelles est également en cours, avec le soutien de REACH. Un système de suivi et d'évaluation reste encore à développer.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le SETSAN avait dirigé une retraite en avril 2014 pour une réflexion stratégique sur les moyens d'influencer ou autrement, d'intégrer la nutrition dans les plans des secteurs de l'agriculture, du commerce, ou de l'éducation (y compris dans le plan annuel économique et social). Le Plan national d'investissement pour le secteur de l'agriculture (PNISA) lancé en 2013 comprend un chapitre sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est en place. Un décret ministériel sur l'iodation du sel était approuvé en 2000. Le programme national d'enrichissement des aliments était lancé en 2013 et la législation sur l'enrichissement des aliments a été élaborée et est actuellement à l'étude, y compris celle sur l'enrichissement de l'huile. Les travaux sont en cours pour créer des normes alimentaires liées à la haute teneur en sucre, en sel et matières grasses des aliments. Enfin, une stratégie nationale de plaidoyer et de communication axée sur les maladies chroniques de la nutrition était finalisée en mai 2013 et les activités seront mises en œuvre en 2014.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Bien que le PAMRDC ait été chiffré en 2010, le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN) estime avoir la capacité d'intensifier les efforts en cours pour atteindre des objectifs plus ambitieux dans le suivi financier et la mobilisation des ressources. Aucune information sur les investissements nationaux n'est disponible et ni le Gouvernement ni les donateurs ne disposent de lignes budgétaires dédiées à la nutrition. Une stratégie visant à mesurer le degré de mise en œuvre des engagements financiers entre les secteurs est nécessaire. La fragmentation dans le financement de programmes sur le terrain persiste et il n'existe aucun système permettant de concilier le chiffrage avec les investissements nationaux et les contributions externes. Certaines mesures ont été prises pour améliorer le suivi financier, y compris un examen des dépenses publiques qui a commencé en août 2013. Le Gouvernement fait des efforts pour mobiliser des ressources et plusieurs partenaires ont alloué des ressources pour la mise en œuvre du plan multisectoriel de nutrition. Les interventions nutritionnelles sont de plus en plus incluses dans le plan social et économique et financées par le budget de l'État. Les donateurs tels que DANIDA proposent des mécanismes de financement innovants qui peuvent aider à la mise en œuvre des interventions aux niveaux national et provincial - y compris les plans provinciaux de nutrition - et soutiennent le suivi des dépenses publiques en utilisant le système national de gestion des finances publiques. Une stratégie de mobilisation des ressources a été élaborée.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Mozambique

Notation des marqueurs de progrès 2012¹ et 2014²

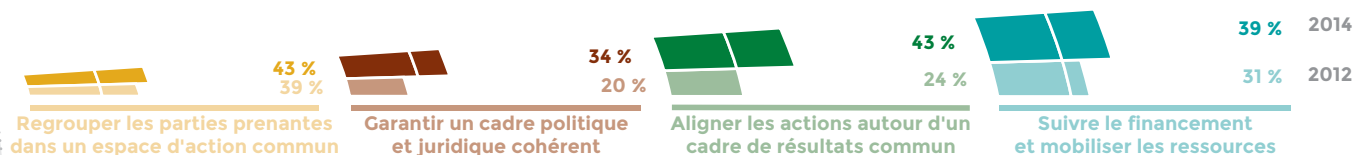
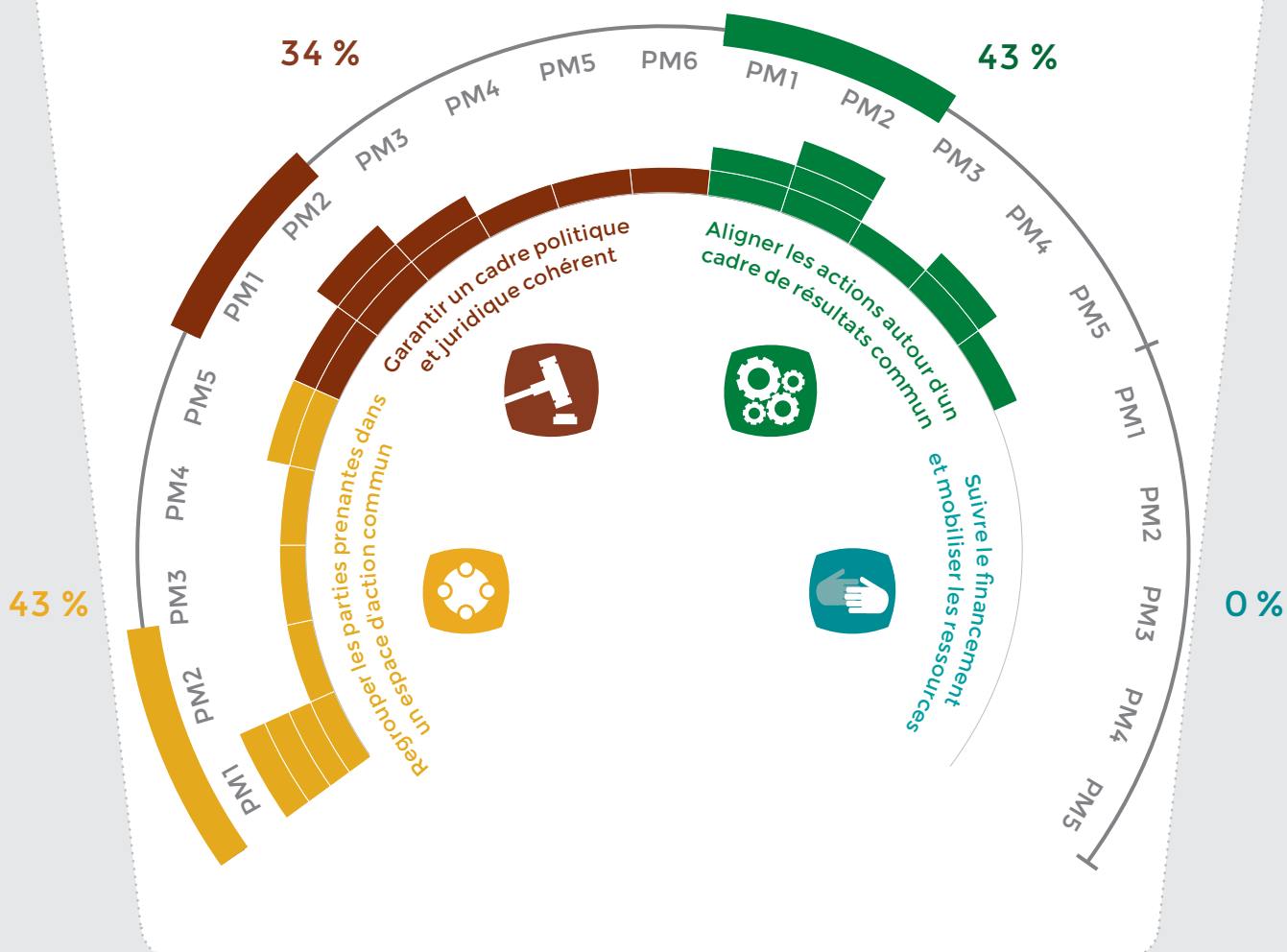


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

Niveau de préparation



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation